

Venezuela

Non à l'ingérence impérialiste, non à Guaidó

C'est le peuple mobilisé
qui doit chasser Maduro



BRÉSIL
Bolsonaro: de mal en pis

RÉSUMÉ

CORRESPONDANCE
Internationale

N° 42 • Marche • Juin 2019 • UIT-QI

Revue de l'UIT-QI

Unité Internationale
des Travailleurs

Quatrième Internationale

Bureau de coordination
internationale

México 1230

Buenos Aires Argentine

Téléphone

0054 11 4381-4240

www.uit-ci.org

Traduction

Andreu Pagès

Patricia Dumont

Les articles signés n'expriment

pas nécessairement la position
de la direction de l'UIT-QI mais
celle des auteurs.

Venezuela

Ni l'ingérence impérialiste ni Guaidó 2

Brésil

Bolsonaro: de mal en pis 16

Économie mondiale

La crise ouverte en 2007 n'a pas été résolue 18

Algérie

Bouteflika est tombé ! 21

Tunisie:

Huit ans après la révolution, la crise
politique et économique s'aggrave 23

Soudan

Soulèvement populaire 26

France

Les gilets jaunes en France: une situation
sans précédent 28

Venezuela. La débâcle sociale a l'une de ses expressions les plus dramatiques dans les soins de santé.



Présentation

Voici une édition spéciale en langue française de Correspondancia Internacional consacrée à la situation au Venezuela ainsi qu'aux rébellions populaires au Soudan, en Tunisie et en Algérie. Au Venezuela, les travailleurs et les secteurs populaires affrontent des moments dramatiques. Il y a une situation de débâcle sociale avec des salaires de misère, des pénuries, des coupures de courant, le manque d'eau et des médicaments. Des millions de personnes ont fui le pays. Trump, l'impérialisme et ses agents directs, dirigés par Juan Guaidó, veulent profiter de cette débâcle sociale, à laquelle le régime civile-militaire chaviste a mené, pour tenter de provoquer un coup d'État militaire. Trump a appliqué des sanctions économiques telles que le blocage des comptes pétroliers vénézuéliens aux États-Unis, de sorte que cela aggrave encore plus les souffrances de la population. Nous

rejetons toute ingérence impérialiste, ainsi que toute menace d'intervention militaire ou de coup d'État. Nous réaffirmons que c'est le peuple mobilisé qui doit chasser Maduro du pouvoir et le remplacer par un gouvernement ouvrier pour mettre en œuvre un plan d'urgence ouvrier et populaire qui permette sortir de cette crise de catastrophe sociale.

Mais, jusqu'à présent, l'impérialisme n'a pas été capable de concrétiser une intervention militaire au Venezuela ou d'imposer ses plans. Trump ne s'en sort pas dans le monde. La crise économique capitaliste qui a commencé en 2007 continue. Les plans d'ajustement des gouvernements capitalistes et du FMI stimulent les rébellions ouvrières et populaires et exacerbent la crise politique des gouvernements et des régimes ●

Nous contacter

Argentine: Izquierda Socialista: opinalector@izquierdasocialista.org.ar - Bolivie: ARPT-FUERZA laprotesta@gmail.com
 f Fuerza Revolucionaria Socialista Antiimperialista - Brésil: Corriente Socialista de los Trabajadores: combatesocialista@gmail.com - Chili: mst_solidaridad@gmail.com - Colombie: Alternativa Socialista: alternativasocialistautici@hotmail.com
 - État espagnol: luchaint@telefonica.net - États-Unis d'Amérique: Núcleo Socialista: socialistcore@gmail.com - France: contact@gsi-uitqi.org - Mexique: posmas1980@gmail.com - Panamá: Propuesta Socialista: propuestapanamait@hotmail.com - Pérou: Unios en la lucha: unios_cc@hotmail.com - Turquie: iscicephesi@gmail.com - Venezuela: Partido Socialismo y Libertad: partidosocialismoylibertadpsl@gmail.com

Sites recommandés: www.uit-ci.org / www.nahuelmoreno.org / www.izquierdasocialista.org.ar (Argentine) / www.cstpsol.com (Brésil) / www.unios.tk (Pérou) / www.laclase.info (Venezuela) / www.socialistcore.org (États-Unis d'Amérique) / www.mst-solidaridad.cl - En Facebook: mst_solidaridad@gmail.com (Chili) / www.lutasocialista.com.br (Brésil) / www.raetedemokratie.org (Allemagne) / www.luchainternacionalista.org (État espagnol) / www.gsi.uit-qi.org (France) / www.iscicephesi.net (Turquie) / www.movimientoalsocialismo.org (Mexique) .

Ni l'ingérence impérialiste, ni Guaidó

Il faut que la mobilisation populaire chasse Maduro du pouvoir

Miguel Ángel Hernández
Dirigeant du PSL de Venezuela

Une contre-offensive impérialiste contre le Venezuela est en cours. Nous, les socialistes révolutionnaires, appelons à répudier toute menace d'intervention militaire de Trump et la tentative de coup d'État de Guaidó et de l'aile droite pro-Yankee. Nous avons une position politique indépendante du gouvernement Maduro, que nous n'approuvons pas parce qu'il est anti-ouvrier et répressif. La situation est très instable. La situation au Venezuela a créé des doutes et des débats parmi les activistes. Les faits peuvent varier après la publication de cet article, car la crise politique et sociale s'aggrave très fortement.

Depuis le 23 janvier, une contre-offensive a été lancée par Trump et la droite vénézuélienne dirigée par Juan Guaidó pour tenter de diviser les forces armées et provoquer un coup d'État militaire contre Maduro. Notre courant est catégorique dans sa répudiation

de cette tentative impérialiste. La situation, au moment de la rédaction du présent article, est indéfinie. Il y a stagnation mais aussi instabilité. La droite n'a pas été en mesure d'imposer un coup d'État. Trump et le groupe de Lima, bien qu'ils aient dit par la bouche même de Trump que la variante militaire n'était pas rejetée, jusqu'à présent ils n'ont pas été en mesure de mener une intervention armée. L'impérialisme est divisé. L'Union européenne et certains secteurs de la bourgeoisie latino-américaine ne la soutiendraient pas. La situation reste indéfinie. Maduro continue encore au pouvoir, mais au milieu d'une grande instabilité et d'incertitude. Les jours où il n'y avait pas d'électricité, dans une grande partie du pays, en sont la preuve.

Le désespoir du peuple vénézuélien

La situation vécue par la classe ouvrière vénézuélienne, les secteurs populaires, les femmes et les jeunes est dramatique à tous points de vue. Ce sont des millions de personnes qui souffrent de pénuries, les salaires ne sont pas suffisants pour manger et pour vivre, les médicaments ne sont pas disponibles, il y a un manque d'électricité ou d'eau. Les fami-

lles sont divisées. Plus de 3 millions de personnes ont quitté le pays à la recherche d'une issue à leur désespoir social. La minorité riche n'a pas le même niveau de souffrance qu'il s'agisse des bolibourgeois, des civils ou des militaires du régime ou de l'ancienne bourgeoisie vénézuélienne aujourd'hui à l'opposition. Les travailleurs qui croyaient il y a des années que Chávez et le chavisme étaient la solution étaient déçus. Des millions de personnes cherchent le moyen de remédier à cette situation dramatique. Il y a du désespoir. C'est ce qui a créé le faux «socialisme du 21e siècle» de Chávez et Maduro. Il en est résulté une haine populaire croissante à l'égard de Maduro, de Diosdado Cabello et de l'ensemble du gouvernement civilo-militaire. Des millions de gens veulent se débarrasser de Maduro et voir si la faim et la misère prennent fin.

Mais tout cela a donné lieu à une grande confusion. Des milliers et des milliers de Vénézuéliens, mais aussi parmi ceux qui sont à l'étranger pour aider leurs familles, croient à tort que la vieille droite pro-Yankee, cachée derrière la jeune figure de Juan Guaidó, peut être une solution. Il y a même ceux qui n'auraient pas l'air mal à l'aise face à une intervention militaire américai-



Venezuela. longues files d'attente pour acheter du pain

ne. Quelque chose de similaire à ce qui s'est passé avec le vote pour Jair Bolsonaro au Brésil, après l'échec total du gouvernement de classe de Lula et du PT. C'est la misère quotidienne qui les conduit à cette grande confusion politique. Nous luttons chaque jour contre elle en essayant de transformer la haine en une mobilisation indépendante de Maduro et Guaidó.

Nous comprenons ce désespoir, mais nous réaffirmons une fois de plus que ce n'est pas l'impérialisme qui donnera des libertés ou apportera davantage de bonheur aux travailleurs. L'impérialisme avec ses invasions génocidaires en Amérique latine, au Moyen-Orient et dans le monde n'a fait que contribuer au pillage et à la misère des peuples. Il suffit de se rappeler le cas du Vietnam, de l'Irak, du soutien au sionisme d'Israël pour soumettre le peuple palestinien. Les bombardements

répétés dans n'importe quelle partie du monde. Ni un coup d'État ni un gouvernement de Guaidó et de la droite n'apporteront de solutions aux travailleurs. Le plan national de Guaidó, déjà annoncé, montre que l'ajustement se poursuivra et que la livraison du pétrole et le paiement de la dette s'en trouveront renforcés. Le Parti Socialisme et Liberté (PSL), section de l'UIT-QI (Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale), continuera à agir en unité contre toute intervention militaire impérialiste et toute tentative de coup d'État.

Nous tenons à souligner qu'uniquement l'irruption indépendante du mouvement de masse pourra renverser cette crise en faveur des intérêts de la classe ouvrière et du peuple, en vainquant toute tentative de triomphe du coup d'État de droite et pour que ce soient les travailleurs et le peuple

qui remplacent Maduro et imposent un plan d'urgence pour commencer à sortir de cette crise.

La contre-offensive impérialiste cherche à empêcher le renversement révolutionnaire de Maduro.

L'autoproclamation surprise du député Juan Guaidó en tant que nouveau «président» le 23 janvier a franchi une nouvelle étape le 23 février, lorsqu'ils ont voulu utiliser «l'aide humanitaire» pour tenter de diviser les forces armées ou une action militaire. Pour l'instant, ils ont échoué. Mais ils ont fait des progrès en matière de sanctions économiques. Pourquoi veulent-ils faire un coup d'État ? Le chavisme et des secteurs de la gauche tentent d'expliquer pourquoi Maduro serait un gouvernement anti-impérialiste ou «nationaliste bourgeois». Nous rejetons cette définition. La chavis-

Un salaire de six dollars

Il y a des militants de gauche ou d'anti-impérialistes qui défendent encore Maduro, même s'ils le critiquent. Ils disent que, malgré tout, il y a des « conquêtes sociales » et qu'ils font écho à la campagne de Maduro, à savoir, que c'est pour une prétendue « Guerre Economique » de « l'empire ». Mais tout cela est faux. En réalité, la « guerre économique » a été lancée il y a plusieurs années par Maduro contre les travailleurs et le peuple. Un ajustement, avec des dévaluations et des bénéfices pour les multinationales pétrolières, les hommes d'affaires et les banques. Cet ajustement a provoqué la misère des travailleurs et c'est pourquoi plus de 3 millions de personnes ont quitté le pays.

Les données sont terribles. Maduro a continué à payer la dette, tout en provoquant de façon chronique des dévaluations qui ont entraîné une chute brutale des salaires réels. En mars, le dollar (officiel et parallèle) était à 3.300 bolivars souverains (la nouvelle monnaie sans 5 zéros depuis 2018). Si nous prenons l'ancienne dénomination, un dollar est égal à 330 millions de bolivars. Et le salaire minimum légal est de 18.000 bolivars. C'est moins de six dollars. Ce salaire est celui de 70 % des travailleurs. À quoi sert-il ? Il ne sert pas à grande chose. C'est ça, le drame.

Quand il y en a, le kilo de poulet coûte environ 5.000 bolivars. Cela signifie qu'on peut acheter deux poulets de deux kilos par mois. Le bœuf coûte environ 7.000 bolivars le kilo, donc on peut en acheter un peu plus de deux kilos par mois. Le café 9.000 le kilo. Le fromage - un produit très consommé au Venezuela - oscille entre 14 et 20.000 le kilo. C'est-à-dire, un salaire. Donc, si on achète un kilo de poulet, un kilo de bœuf et un demi kilo de fromage, nous avons dépensé notre salaire. Un journaliste de la BBC a demandé à Maduro s'il était vrai que le salaire minimum équivaut à un kilo de fromage. Maduro a répondu de façon évasive que les prix varient selon la région et le type de fromage. Il est vrai qu'ils varient; dans de nombreux



Infirmières en conflit de travail en 2018

cas, le prix du fromage blanc dans les villes dépasse le salaire minimum. Les prix changent chaque semaine. Nous ne savons donc pas quel sera le prix lorsque le lecteur lira cette note.

Les distributeurs automatiques de billets ne donnent que 500 bolivars par jour et le prix du billet de transport varie entre 100 et 200, selon l'itinéraire et la ville. Un travailleur qui consacre 500 bolivars par jour aux déplacements dépense la quasi-totalité de son salaire en transport. L'essence est la seule chose qui continue à être presque gratuite. Le billet de moindre valeur dépasse le coût de remplissage du réservoir d'essence. C'était déjà le cas avant Chávez, car c'est un pays pétrolier. Le gouvernement avait annoncé l'an dernier que l'essence aurait des prix internationaux, dans le cadre de l'ajustement, mais il n'a pas osé l'appliquer. Le Caracazo de 1989 a été causé par une augmentation de l'essence.

Mais cette débâcle sociale et humanitaire subie par le peuple vénézuélien est la conséquence d'un ajustement capitaliste sauvage au service de la bourgeoisie, des multinationales et des banquiers. Depuis l'époque de Chávez, les hommes d'affaires ont été autorisés

à acquérir des dollars à des taux dérisoires qui ont servi de base au pillage: « à partir de 2003, le gouvernement a fixé des taux de change qui ont permis aux hommes d'affaires nationaux et transnationaux d'acquérir des dollars à des prix inférieurs à ceux du marché parallèle. En 2012, l'écart entre les deux taux de change s'est creusé de façon impressionnante, atteignant un ratio de cinq à un (...). (Le gouvernement) a permis la croissance dans des proportions démentielles de la surfacturation des importations, un mécanisme de fraude pour obtenir des devises étrangères bon marché de l'État (...) Les conséquences furent désastreuses. (...)*

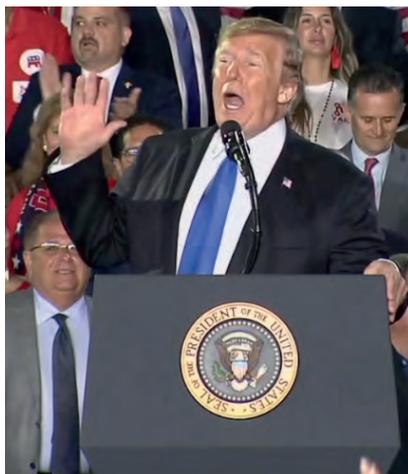
Ce pillage capitaliste, fomenté par le gouvernement chaviste, a entraîné la faim, des pénuries chroniques, l'hyperinflation, le manque de médicaments, l'exode massif, le manque d'essence, de gaz, d'électricité et d'eau. Voici les raisons de la croissante et massive haine populaire envers Maduro.

* Du livre *¿Porqué fracasó el Chavismo?* Simón Rodríguez Porras - Miguel Sorans, page 198

me a, depuis longtemps, cessé d'être un régime nationaliste bourgeois. Il a toujours été d'accord avec les multinationales pétrolières, avec les sociétés mixtes, avec la présence de Chevron, Total ou Repsol (voir note «Pourquoi cette catastrophe s'est-elle produite dans un pays producteur de pétrole ?»). Il n'a jamais avancé avec l'expropriation de la grande bourgeoisie et n'a jamais manqué de payer la dette à temps. Même aujourd'hui, au milieu des sanctions de Trump et de l'Union européenne (UE), ils n'expulsent pas les multinationales, ne nationalisent pas les banques et ne suspendent pas les paiements de la dette. Ils n'expulsent que les ambassadeurs. Mais alors, si oui : pourquoi l'offensive contre Maduro ? Quelles en sont les causes ?

Il y a plusieurs causes. L'élément central est que Trump et Guaidó veulent empêcher l'éclatement d'une rébellion populaire et provoquer un renversement révolutionnaire de Maduro par la mobilisation des masses. À l'instar de ce qui s'est passé en 2011 avec le soi-disant «printemps arabe» en Afrique du Nord où des milliers et des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour renverser les régimes dictatoriaux qui se disaient aussi «nationalistes» en guillemets, en Tunisie, en Libye, en Égypte et en Syrie. Trump et Guaidó veulent utiliser la haine populaire engendrée par Maduro en leur faveur, pour éviter une plus grande instabilité politique et la remplacer eux-mêmes, contrecarrant l'action indépendante des masses.

Une autre raison est que Guaidó et l'ancienne droite vénézuélienne tentent de surmonter la crise politique dont ils souffrent, parce qu'en 2017 ils ont été submergés par les mobilisations, ils les ont laissés seuls, s'asseyant pour négocier avec



Donald Trump, Bolsonaro y Guaidó, tous unis contre les peuples

le gouvernement et l'UE. La soi-disant Table de l'unité démocratique (Mesa de la Unidad Democrática, MUD) a été répudiée par sa propre base et par de larges secteurs populaires. Maintenant, ils veulent profiter du discrédit de Maduro, du fait qu'il a «gagné» une élection frauduleuse, pour en profiter. Pour toutes ces raisons, ils mènent des mobilisations contrôlées et limitées. Ils ne veulent pas répéter ce qui s'est passé en 2017, lorsque leurs premiers appels ont été débordés et que les masses populaires, y compris les quartiers et bases traditionnellement chavistes, se sont mobilisées pour exiger la chute de Maduro. Face à cette situation, la MUD a cessé tout appel à la rue. Deux ans plus tard, ils ne veulent même pas se rapprocher de cette situation. Pour l'instant, il n'y a pas eu de débordement en raison de fausses attentes à Guaidó.

Il ne s'agit pas non plus d'un conflit entre les États-Unis et la Russie et la Chine, qui soutiennent Maduro pour ses intérêts économiques. Parce que la Russie et la Chine sont deux puissances capitalistes, qui n'ont que des frictions économiques, mais sont stratégiquement unies dans leurs accords avec les

multinationales pour continuer à surexploiter les travailleurs.

Pour sa part, Trump utilise Maduro pour parler du désastre du «socialisme», comme un drapeau politique, comme il le fait avec Cuba ou contre le démocrate Sanders. Trump a également une crise dans son gouvernement et pense à ses élections de novembre. C'est pourquoi il fait appel à ce discours antisocialiste frappant, agitant des drapeaux anticommunistes et polarisant ainsi ses bases à l'intérieur des États-Unis, revenant aux discours des «forces du mal».

La confusion des masses est la faute du Chavisme et Maduro.

Malheureusement, la confusion dans la conscience du peuple vénézuélien, qui a ouvert à tort des espoirs dans un éventuel gouvernement de Guaidó et dans l'aile droite pro-yankee, est la responsabilité de Maduro et du chavisme. Cette question est très importante. La gauche doit être claire et forte sur ce point central, le chavisme et Maduro ont sali le nom du socialisme. Au Venezuela, il n'y a jamais eu de socialisme, «du XXI^e siècle» ou quoi que ce soit du genre. Maduro



Bodas et C-Cura en manifestations de travailleurs. 2018

a porté le salaire à 6 dollars, au milieu d'une hyperinflation galopante, avec une pénurie totale (voir note «Le salaire de 6 dollars»). Ce n'est pas un gouvernement qui a l'appui de la population. C'est un gouvernement civilo-militaire répressif et anti-travailleurs. Maduro gouverne pour une «bolibourgeoisie» composée de militaires et de civils, qui s'enrichissent au prix de la faim du peuple.

Maduro continue de partager le pétrole avec Chevron, Total, Mitsubishi et d'autres multinationales. Ceci est malheureusement réduit au silence par la plus grande partie de la gauche, qui l'ignore ou le cache. Et il continue de payer la dette extérieure. Elle n'adopte aucune mesure anti-impérialiste, n'expulse pas les multinationales du pétrole et ne nationalise pas les banques et le commerce extérieur.

C'est pourquoi, tout en continuant à appeler au rejet de toute ingérence et tentative de coup d'État impérialiste, nous continuons à promouvoir la lutte des travailleurs pour qu'il y ait une troisième option, indépendante des travailleurs et du peuple, leur permettant d'imposer leur propre gouvernement, un gouvernement des travailleurs pour promouvoir un plan d'urgence des travailleurs et du peuple. Ils pourront expulser les multinationales et imposer le pétrole d'État à 100 %, sans entreprises mixtes, et que ces milliards de dollars soient mis au

service de la population. Il faut cesser de payer la dette, mener une véritable réforme agraire. Il faut des mesures pour sortir de cette catastrophe, augmenter les salaires, garantir la nourriture, les médicaments, mettre fin aux pannes de l'électricité et de l'eau.

Le problème, c'est la crise d'orientation

Au Venezuela, la grande faiblesse du processus est que, face à l'échec de ce gouvernement pseudo-progressif et de discours à double sens, il y avait un vide qui, pour le moment, a été comblé par l'ancienne droite pro-Yankee ressuscitée, avec Guaidó et l'ancienne MUD. Pour cette raison, à partir du PSL et du C-cura (Courant classiste unitaire, révolutionnaire et autonome) nous luttons pour créer une direction politique, un pôle alternatif qui nous permette d'avancer dans une voie hors de l'indépendance de classe.

En 2018, un processus très positif d'entrée en action de la classe ouvrière a commencé par d'importantes grèves des travailleurs de la santé, des enseignants et des travailleurs pétroliers. Dans ce processus a eu l'émergence des coordinations locales et une coordination nationale appelée Intersectoriel des Travailleurs du Venezuela (ITV), qui ont appelé à différentes actions. Malheureusement, au début de cette année,

lorsque la tentative de coup d'État de droite a éclaté, ce processus a été bloqué. Pour l'instant, la plupart des directions des syndicats qui dirigent l'ITV sont avec Guaidó. Bien que C-cura et ses dirigeants Chirino et Bodas aient proposé une mobilisation indépendante avec d'autres chavistes critiques au sein de l'ITV, il n'a pas été possible d'y parvenir. Le PSL et la C-cura continuent de brandir cet étendard pour sortir de cette situation.

La perspective d'une rébellion de masse indépendante reste ouverte. La tension sociale est présente. Pendant la longue panne d'électricité, par exemple, la colère suscitée par la situation a provoqué des pillages massifs dans des villes importantes du pays comme Maracaibo, capitale de l'État de Zulia, la deuxième ville du pays. Il y a eu également des manifestations dans de nombreux quartiers populaires et pauvres de Caracas. Avec les secteurs politiques et syndicaux de gauche qui faisaient partie de l'ITV, nous promovons un large regroupement pour intervenir à la conjoncture actuelle en encourageant une mobilisation ouvrière et populaire contre le gouvernement et les menaces impérialistes et en luttant pour construire une alternative politique indépendante des travailleurs et du peuple vénézuélien, différente de Maduro, Guaidó, les militaires et l'impérialisme. C'est la proposition du PSL et de la C-cura. □

Les Forces Armées de Chavez: ni socialistes ni ant-impérialistes

Simón Rodríguez Porras

La cérémonie militaire en hommage aux 6 ans de la mort de Chavez, le 5 mars au quartier général de la Montaña, à Caracas, fut le théâtre pour la remise de distinctions de plusieurs militaires des différentes sections des forces armées sur l'initiative de Maduro. Certains d'entre eux directement impliqués dans la répression de janvier et février. Des discours furent prononcés en hommage à l'ancien président décédé qui, en plus du bien connu culte de la personnalité, débordaient d'allusions anti-impérialistes et patriotiques. L'ostentation unitaire était en réalité une tentative pour cacher les divisions existantes dans les brigades répressives vénézuéliennes, dont nous avons vu plusieurs symptômes pendant la dernière période.

La 21 janvier se souleva un détachement de la Garde Nationale Bolivarienne à Cotiza, à Caracas, et bien qu'il déposa les armes sans en arriver à présenter une résistance armée aux autorités au bout de quelques heures, le fait provoqua de grandes manifestations de soutien dans les quartiers populaires lesquelles furent brutalement réprimées, avec plus de 30 personnes assassinées en moins d'une semaine.

Entre fin février et début mars, des dizaines de militaires de moyen et bas rang avaient déserté, parmi lesquels les gardes nationales qui attaquèrent le 23 février les barrières de sécurité du pont de frontière avec la ville de Cúcuta, à bord d'une sorte de tank de fabrication chinoise. La division est chaque fois plus évidente entre les troupes simples et les hauts cadres, parmi ceux qui ont faim et ceux qui jouissent de



Le général Vladimir Padrino et son personnel, spécialistes dans les affaires et la répression

grands privilèges. La politique que le "chavisme" a appliqué pendant des années d'augmenter les salaires militaires au-dessus de l'inflation a naufragé face à l'hyperinflation, ce qui conduisit à une réduction chaque fois plus grande du cercle bureaucratique des forces armées qui profitent des grandes affaires, en administrant Pdvsa et les entreprises militaires de toute sorte, inclus les minières; les grandes affaires avec les achats d'armement, le contrôle des ports et les frontières, l'importation par l'Etat d'aliments. A tout cela s'ajoutent des dizaines de ministères, les mairies et gouvernements qui sont sous son commandement. Il y a plus de 1600 militaires qui sont passés par de hauts rangs du gouvernement pendant le "chavisme", grossissant les files de la bourgeoisie ascendante chaviste, populairement connue comme bolibourgeoisie.

Celles-ci sont les raisons qui expliquent leur appui à Maduro, un pragmatisme très lointain des considérations doctrinaires. Il s'agit de hauts commandements formés

par l'Ecole des Amériques yankee, réactionnaires qui ont le bras de fer à l'heure de donner l'ordre de réprimer les travailleurs, les paysans, les peuples indigènes ou les quartiers populaires. Ce sont les garants du pillage que réalisent les transnationales impérialistes du pétrole et de l'industrie minière, les alliés de mafias de l'or y de ceux qui contrôlent les prisons.

Trump et son "fou" (pièce d'échec) Guaidó essayent de les gagner moyennant un coup (voir encadré sur la Loi d'Amnistie) y pour qu'ils imposent à sang et à feu l'ordre pendant la période post-chaviste. Avec l'aggravation de la crise économique et sociale il n'est pas impossible que cette politique putschiste puisse réussir. La seule frange significative jouable pour la cause populaire est celle des soldats mécontents à cause de la faim et de la misère que le gouvernement a imposées à la population, ce secteur peut refuser de réprimer le peuple si s'organise une mobilisation massive. Aussi bien le gouvernement que l'impérialisme et sa marionnette Guaidó craignent cette possibilité. □

La Loi d'amnistie, impunité pour la corruption et la répression

Le 25 janvier, l'Assemblée Nationale a promulgué une loi d'amnistie pour les autorités civiles et militaires qui rompent avec le gouvernement de Nicolas Maduro et se rangent derrière l'auto-proclamé gouvernement par intérim de Guaidó. L'instrument légal comprend des délits de caractère civil, pénal, administratif, disciplinaire et même tributaire, commis depuis janvier 1999 jusqu'à janvier 2019, et élimine toute condamnation, jugement ou enquête ouverte.

Pour Guaidó et ses chefs politiques aux USA, il s'agit de soudoyer les membres de haut rang militaire pour qu'ils fassent un coup d'Etat, avec la promesse qu'ils peuvent retenir l'argent sale de la corruption et jouir d'une pleine impunité pour des délits relatifs à la ré-

pression des manifestations populaires et la dissidence. Cette politique offre pour l'instant une incitation limitée à la haute hiérarchie militaire, qui fait de grandes affaires et jouit d'une totale impunité avec le chavisme. De plus elle est incompatible avec les attentes populaires de la justice.

Le chavisme, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, a aussi couvert d'impunité les crimes des militaires pendant la période 1958-1998. Des répresseurs comme Rodríguez Chacín ou Cordero Larasont devenus des dirigeants chavistes et les responsables de la répression du Caracazo pendant laquelle furent assassinés plus de deux mille personnes ne furent jamais jugés.

Certains militaires que avaient déjà rompu avec Maduro avant la crise de

2019, tel que Hugo Carvajal, signalé à cause de prétendus liens avec le trafic de drogues, ou Cliver Alcalá, se sont mis sous les ordres de Guaidó. Mais il n'y a eu aucune rupture dans l'institution jusqu'à maintenant.

En tout cas, le plus significatif de cette loi est qu'elle démontre le rôle que l'impérialisme et la droite de l'opposition attribuent aux généraux dans un régime post-chaviste. L'offre d'impunité et l'appel pour qu'ils lancent un coup d'Etat implique qu'ils continuent à jouer dans l'avenir le rôle d'arbitres politiques au Venezuela, en occupant des espaces de pouvoir et d'influence, ainsi que leur reconnaissance formelle comme capitalistes, moyennant le blanchiment de leurs fortunes. Pour toutes ces raisons le Parti Socialisme et Liberté a répudié l'amnistie de Guaidó et a alerté au sujet des dangers qu'elle représente.

En réponse au Nouveau MAS et à la LTS/PTS

Le rejet de Maduro favorise-t-il l'impérialisme ?

Il y a des secteurs de la gauche, parmi lesquels des camarades qui témoignent de la sympathie pour le Chavisme même s'ils critiquent Maduro ainsi que des organisations qui se prétendent trotskystes, qui critiquent la politique de notre courant l'UIT-QI au Venezuela. Parmi eux, le Nouveau MAS d'Argentine et la LTS (Ligue des Travailleurs Socialistes), un groupe vénézuélien lié au Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) d'Argentine. Ils remettent en question le fait que, parallèlement au rejet de toute menace d'invasion ou de tentative de coup d'Etat impérialiste, brandissons également le slogan «Dehors Maduro, pour un gouvernement des travailleurs! Pour eux, le slogan «Dehors Maduro» joue le jeu de l'impérialisme. Nous ne sommes pas d'accord avec ces positions qui capitulent face au gouvernement producteur de famine et répressif de Maduro.

Miguel Sorans Dirigeant d'Izquierda Socialista-FIT
(Argentine) et de l'UIT-QI

Ces critiques erronées ont été développées par le Nouveau MAS (Mouvement vers le Socialisme) d'Argentine dans sa publication *Socialismo o Barbarie* N° 503 (14/2/2019) dans un écrit de Victor Artavia, accusant l'UIT-QI de se mettre «au service du putschisme». Des critiques similaires ont été réalisées par la Ligue des Travailleurs Socialistes (LTS) dans

le texte «Avec la politique du PSL on ne peut combattre l'impérialisme et la droite», publié dans *Izquierda Dario*, 13/3/2019.

La politique de Maduro et le chavisme jouent le jeu de l'impérialisme

Depuis plusieurs années, alors que la presque disparue droite

«émaciée» commençait à récupérer des forces, nous avons dénoncé que les responsables étaient d'abord le gouvernement d'Hugo Chávez, puis celui de son héritier Nicolás Maduro. Ils ont alimenté la confusion et le rejet parmi les travailleurs, provoquant la résurrection de la droite pro-Yankee et favorisant Trump et l'impérialisme sur le plan politique.

C'est le double discours, le discours de la «lutte contre l'empire», que le socialisme est en construction, alors que le peuple vit de mal en pis, à cause d'un gouvernement civico-militaire anti-ouvrier et de plus en plus dictatorial. La réalité est que le chavisme gouverne, depuis près de 20 ans, associé aux multinationales pétrolières, payant la dette extérieure, attaquant le niveau de vie des travailleurs et réprimant leurs manifestations. C'est ce qui a fait accumuler la haine et le refus du peuple au gouvernement dont malheureusement ont tiré profit Guaidó et Trump. Ce sont ces politiques qui les ont favorisés et qui ont fait le jeu de l'impérialisme.

Du point de vue du rejet de toute tentative de coup d'État militaire, mais aussi d'invasion impérialiste, nous devons dire clairement qu'il y a un gouvernement producteur de famine et qu'il faut une mobilisation indépendante des travailleurs et du peuple pour chasser Maduro. C'est le centre de la situation au Venezuela aujourd'hui.

En outre, il est très important d'éclaircir une déclaration mensongère des camarades du Nouveau MAS. Selon la note citée, «l'UIT appelle à se joindre aux mobilisations (organisées par les putschistes). Faux. Ni l'UIT-QI ni notre section, le Parti Socialisme et Liberté (PSL), ont appelé à se joindre aux actes et mobilisations organisées par Guaidó. C'est une calomnie qui devrait être retirée du débat.

La LTS/PTS se joint aux tergiversations

Malheureusement, les camarades de la LTS et du PTS, en faisant une place au texte de la LTS dans *Izquierda Diario* d'Argentine, se joignent aux tergiversations contre le PSL du Venezuela afin, objectivement, de se joindre aux secteurs qui donnent un soutien honteux à Maduro. On



Le régime politique et militaire de Maduro est détesté par le peuple.

prétend expliquer que le PSL appelle à se joindre aux mobilisations de Guaidó. C'est un mensonge. Et comme ils ne peuvent pas le prouver, ils cherchent à semer la confusion en inventant des citations supposées du PSL au moyen desquelles elles convoqueraient «tout le monde contre Maduro», «nous pouvons tous être ensemble», «sans différencier le caractère de classe».

Il est totalement faux que le PSL ait lancé le slogan «Nous pouvons être ensemble» contre Maduro et qu'il ne vise pas à convoquer les travailleurs pour une mobilisation indépendante de Guaidó et Maduro. Et ils finissent avec une autre falsification, accusant le PSL de ne pas faire une «dénonciation furieuse contre l'approche d'un coup d'État». Dès le premier moment, le PSL a dénoncé l'ingérence impérialiste et la tentative de coup d'État et il a dénoncé Guaidó. Selon la LTS/PTS, «le retour au pouvoir de la droite néolibérale et pro-impérialiste dans ce contexte ne semble pas être un problème majeur pour le PSL. Il est regrettable que des secteurs révolutionnaires utilisent ce genre de langage diffamatoire. Pour notre part, nous continuerons à nier les déformations et les falsifications, mais nous nous concentrerons à

donner une réponse politique qui aidera les combattants à essayer d'élucider ce qui est une véritable politique révolutionnaire qui ne doit pas céder face à la droite ni aux traîtres du mouvement ouvrier tels que Maduro et compagnie.

Nous suivons les enseignements de Lénine

C'est un débat très important et nécessaire entre les révolutionnaires et dans toute la gauche. Dans la situation actuelle du Venezuela, dans le cadre du rejet de la tentative de coup d'État et de l'ingérence impérialiste, nous disons catégoriquement que le fait de ne pas déclarer que Maduro doit être chassé avec la mobilisation ouvrière et populaire c'est jouer le jeu de Maduro et son gouvernement politico-militaire détesté par le peuple, c'est capituler devant le chavisme.

C'est l'argument bien connu des chavistes pour chercher à s'accrocher au pouvoir d'une manière dictatoriale, accusant tous ceux de la gauche qui ne les soutiennent pas d'être «pro Yankee». Le gros problème au Venezuela est que des millions de travailleurs et de jeunes détestent Maduro et ses ajustements et se tournent par erreur vers Guaidó. Les nouvelles positions du type Nouveau

MAS et LTS/PTS, qui capitulent face à Maduro, refusent de présenter une option révolutionnaire face à la droite pro-yankee.

Le PSL et l'UIT-QI rejettent la tentative de coup d'État actuelle. Mais il n'y a pas encore eu de situation comparable au coup d'État pro-Yankee et au boycott pétrolier de 2002-03 contre Chávez, lorsque nos camarades vénézuéliens étaient, avec le soutien de tout notre courant, au premier rang de la mobilisation ouvrière et populaire pour les battre, ce qui a été réalisé avec succès. Si cela se produit, nous répéterons la même politique qu'en 2002-2003.

En ce sens, nous suivons les enseignements de nos maîtres Lénine et Trotsky. Aux camarades du Nouveau MAS et de la LTS/PTS, ainsi qu'à d'autres secteurs qui se prétendent anti-impérialistes et de gauche, qui remettent en question notre rejet permanent du gouvernement et du régime de Maduro, à travers leur faux discours « socialiste » et leur répression, exigeant un gouvernement des travailleurs, nous voulons leur rappeler l'enseignement laissé par Lénine en 1917, face au coup d'État contre-révolutionnaire du général Kornilov contre le gouvernement bourgeois et de conciliation de classes menée par le faux Kerensky «socialiste» et intégrée par les mencheviks. Depuis son arrivée à Petrograd en avril 1917, Lénine réussit à faire adopter par les bolchéviques sa politique de ne donner aucun soutien au gouvernement provisoire bourgeois issu de la révolution de février et à faire pression pour la prise du pouvoir par les soviets et un gouvernement ouvrier et paysan sans bourgeoisie. En août-septembre, face au coup d'État de Kornilov contre le gouvernement provisoire, Lénine a été catégorique : ni pendant ses préparatifs, ni quand il a eu lieu, les bolchéviques ne de-

vraient abandonner leur opposition au gouvernement de Kerensky.

À la mi-août, des rumeurs circulaient déjà dans toute la Russie au sujet d'un soulèvement contre-révolutionnaire mené par Kornilov. Face au doute de nombreux dirigeants bolcheviques d'encourager un bloc pour « défendre «Kerensky, Lénine a déclaré : «[...] Les bolcheviques qui auraient accepté d'entrer dans un bloc avec les défenseurs (...) pour exprimer indirectement leur confiance dans le gouvernement provisoire (qu'il faut défendre, semble-t-il, face aux cosaques) seraient, bien sûr, immédiatement - et avec des raisons bien-fondées - exclus du parti. (« Rumeurs concernant une conspiration », 18-19 août 1917). Lénine était plus que catégorique : l'exclusion de toute «forme indirecte» de soutien au gouvernement Kerensky. En d'autres termes, à un gouvernement du double discours «socialiste».

Dans les notes citées, le Nouveau MAS et la LTS/PTS accusent l'UIT-QI de brandir le slogan de «Dehors Maduro», le même que Guaidó et Trump agitent dans le cadre du coup d'État. Mais Lénine et Trotsky brandissaient «à bas Kerensky» le même slogan que les putschistes de Kornilov et de la droite contre-révolutionnaire russe. Nous, socialistes révolutionnaires, nous le faisons d'un point de vue totalement opposé, en défendant les intérêts de la classe ouvrière. Kornilov/Guaidó et Trump le font au service de la contre-révolution impérialiste.

Lorsque la tentative de coup d'État s'est finalement concrétisée en septembre 1917, aussi bien Lénine que Trotsky ont encouragé la mobilisation pour l'arrêter et le vaincre, mais même à cette époque, ils ont suspendu le slogan de «à bas Kerensky» et « tout le pouvoir aux Soviets » et l'ont immédiatement repris lorsque Kornilov a échoué. En ce

sens, notre courant est cohérent avec les traditions et les enseignements de nos maîtres révolutionnaires, de défendre clairement une politique d'indépendance de classe et de condamnation permanente des gouvernements bourgeois qui, à partir de positions de centre-gauche, pseudo-révolutionnaires ou faux «socialisme» attaquent le mouvement ouvrier.

Si il y a une invasion militaire impérialiste, nous suivons le conseil de Trotsky

La LTS/PTS nous dit que nous irions à l'encontre de l'approche de Trotsky qui, dans un entretien avec le dirigeant ouvrier trotskyste argentin Mateo Fossa, faisant référence à la lutte des nations opprimées contre l'impérialisme, a donné un exemple hypothétique de comment répondre à un cas présumé d'invasion «démocratique» de l'Angleterre par le Brésil dirigé par Getulio Vargas, semi-fasciste. Il a dit : «Supposons cependant que demain, elle entre en conflit militaire avec le Brésil: de quel côté la classe ouvrière va-t-elle se ranger dans ce conflit? Dans ce cas, je serais personnellement d'accord avec le Brésil «fasciste «contre la Grande-Bretagne «démocratique», pourquoi? Parce que ce ne serait pas un conflit entre démocratie et fascisme» (23/9/1938, *Escritos*, tome X, vol. 1, Pluma, Bogotá, 1979).

Nous sommes d'accord avec la recommandation de Léon Trotsky. Mais ce n'est pas le cas actuellement au Venezuela. Il n'y a pas encore d'invasion militaire ni de coup d'État de droite. Il y a des tentatives, mais ce n'est pas la situation actuelle. Nous avons dit publiquement et à maintes reprises que, dans le cas de cette invasion militaire yankee avec le soutien d'autres pays, comme l'a dit Trotsky, nous serions circonstanciellement dans le domaine militaire -seulement militaire- de la dictature répressive

de Maduro. Sans lui donner aucun soutien politique. C'est la même chose si un coup d'État militaire pro-Yankee devait avoir lieu, comme nous l'avons déjà mentionné. En cela, nous n'avons aucun doute ou ambiguïté. Il n'y a toujours pas de situation comparable à l'invasion américaine contre Saddam Hussein en 2003. Ce n'est pas non

plus le cas de la guerre des Malouines de 1982 contre l'Angleterre, sous la dictature génocidaire de Galtieri. Dans les deux cas, les révolutionnaires étaient du côté de la nation opprimée et contre l'impérialisme.

L'UIT-QI et le PSL maintiennent une position claire, fondée sur des principes et révolutionnaire. Nous re-

jetons toute tentative de coup d'État et les menaces d'invasion militaire par la droite de Guaidó et Trump. Nous disons que, contre Trump et contre Guaidó, nous appelons les travailleurs à se mobiliser pour chasser Maduro et imposer une solution ouvrière et populaire à la crise au Venezuela. □

Entrevue a José Bodas, Secrétaire General de la FUTPV et dirigeant du Courant Classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome (C-cura)

“Je mise sur l'indépendance des travailleurs”

Quelle est la position de C-Cura face à la conjoncture politique vénézuélienne actuelle?

C-Cura considère que nous devons continuer à nous mobiliser comme classe ouvrière contre le paquet anti-ouvrier de Maduro. Et en assemblée contre la démocratie ouvrière décider des actions pour lutter pour un salaire équivalent aux produits de consommation élémentaire, respect des contrats collectifs, liberté syndicale et autres revendications. De même que la plupart du peuple vénézuélien nous appuyons la fin du gouvernement anti-ouvrier et répressif de Maduro. Mais nous nous opposons à l'opposition patronale et de droite menée maintenant par Juan Guaidó, et subordonnée aux ordres des USA. Nous refusons catégoriquement l'ingérence impérialiste de Trump et du Groupe de Lima, et de quelconque autre puissance ou pays au Venezuela. Ce sont les travailleurs du Venezuela qui à travers leur mobilisation autonome, face à Guaidó et à l'impérialisme,



Bodas dans l'une des mobilisations ouvrières de 2018

doivent vaincre et chasser le gouvernement de Nicolás Maduro.

Pourquoi caractérisez-vous comme anti-ouvrier le gouvernement de Maduro?

Nous voyons que le gouvernement de Nicolás Maduro est en train d'appliquer un ajustement capitaliste et anti-ouvrier, ce qui s'exprime dans la priorité du paiement d'une dette extérieure illégitime, et dans la destruction du salaire, car au Venezuela on ne gagne que cinq dollars par mois. Il y a en plus une politique de ne pas discuter les conventions collectives, et ils ont imposé une grille des salaires qui met fin aux acquis stipulés dans les contrats collectifs du secteur public. Nous sommes la classe ouvrière la plus exploitée d'Amérique latine, nous supportons des salaires de semi-esclavage. Ce “grand paquet” s'observe dans l'utilisation des revenus pétroliers de l'État pour payer la dette extérieure, et non pas pour financer l'éducation, la santé,

l'alimentation, les pensions y les salaires des travailleurs.

Dans ce contexte, le syndicalisme élitiste subit la persécution et la répression du gouvernement de Nicolás Maduro. Cela fait sept ans que l'ouvrière Rodney Alvarez est arrêté pour un crime qu'il n'a pas commis, et seulement pour lutter avec autonomie syndicale. Mais sont également arrêtés Rubén González de Ferrominra Orinoco et d'autres dirigeants syndicaux. A leur tour des dizaines de dirigeants et délégués syndicaux sont licenciés et inculpés pour avoir réclamé des droits en matière de travail. Le droit de la classe ouvrière de faire la grève est considéré un crime et est restreint à travers la Loi de Sécurité Nationale et bloqué par le Ministère du Travail, qui empêche la paralysation des activités dans divers secteurs de l'économie.

Les membres du C-Cura nous avons toujours défendu la grève comme un instrument des ouvriers qui doit être convoquée de façon démocratique, décidée dans des assemblées de travailleurs avec comme objectif celui de réaliser leurs luttes avec une indépendance politique, qui lui permette de conquérir des revendications matérielles et de se constituer en une alternative politique pour le pays.

Que sont le CLAP et le Carnet de la Patrie? Qu'en pensent les ouvriers?

Les politiques d'endiguement social du gouvernement de Maduro sont le Clap (Comité Local d'Approvisionnement et de Production) qui dérive en un sac d'aliments rationnés qui arrive de manière sporadique. La bureaucratie syndicale rouge rougeâtre, dirigée par Wills Ranger ment et dit que le "Clap ouvrier" arrive chaque quinze jours et constitue une solution. Le Carnet de Paris est un instrument de contrôle

du gouvernement de Maduro, et à travers ce dispositif se distribuent des bons qui parfois sont supérieurs au salaire minimum que touchent les travailleurs, mais qui en réalité ne sont pas suffisants. Les travailleurs nous savons qu'ils constituent une escroquerie, ils ne résolvent pas le problème structurel que sont les salaires misérables que nous devons supporter au Vénézuéla.

Comment les travailleurs ont-ils répondu face aux mesures anti-ouvrières de Maduro?

Il y a eu suffisamment d'exemples de mobilisation et de luttes en 2018, lorsque nous vîmes les infirmières, les enseignants, les pétroliers, les électriciens, les travailleurs du ciment, les professeurs, les travailleurs universitaires, les employés du Métro de Caracas, et les ouvriers des entreprises de base de Guyane lutter pour un salaire équivalent aux prix des produits de consommation élémentaire, la défense des contrats collectifs et la garantie de l'accès aux droits sociaux et services publics, imposés par le gouvernement aux travailleurs du secteur public.

Ce que l'on observait c'est qu'il fallait unifier les luttes. Les travailleurs et travailleuses conscients de cette nécessité commencèrent à former des alliances et des coordinations dans différentes régions, contre le grand paquet anti-ouvrier et anti-populaire de Maduro. Les membres du C-Cura nous propositions et poussions à la création de coordinations syndicales et intersyndicales, et parfois avec notre participation celles-ci se formèrent à Anzoátegui, Aragua, Carabobo, Lara et Sucre. Dans le cadre de ce processus est née l'Intersectorielle de Travailleurs de Vénézuéla à Caracas. Là nous livrâmes bataille pour l'autonomie syndicale et l'indépendance politique des travailleurs du gouvernement

et de l'opposition du patronat, de même en ce qui concerne les patrons privés.

Quelle est la situation de l'industrie pétrolière vénézuélienne?

Depuis l'année 2005, nous avons dit que Pdvsa s'écroulait à cause du manque d'investissement, l'absence d'entretien et la destruction du salaire. Un exemple de l'état déplorable de Pdvsa est la raffinerie de Puerto La Cruz qui a trois ans pendant lesquels elle passe plus de temps arrêtée qu'opérationnelle, actuellement ses activités sont arrêtées. Que se passe-t-il? Elle a des problèmes dans les chaudières, les pompes, les compresseurs et dans le secteur de service, la génération de vapeur, d'air et d'eau traitée se trouve donc paralysée. Il en est de même dans la raffinerie de Paraguaná, qui a une capacité pour raffiner plus de 900 mille barils par jour, et seulement se trouve en opération le 20% de ses activités productives. Et il en est de même pour les perceuses qui sont inactives avec les moteurs endommagés, et les camionnettes pour se rendre à ces puits manquent de caoutchouc et autres pièces de rechange. De plus, les techniciens et les ouvriers pétroliers qui sont le coeur de l'industrie pétrolière se trouvent sans équipements de sécurité. Il y a lieu de dire que Pdvsa ne peut revenir à l'activité normale avec des salaires misérables de six dollars mensuels, sans garantie des droits consacrés dans le contrat collectif et avec des cantines détruites qui travaillent avec des eaux non potables qui provoquent des maladies. C'est pourquoi l'extraction pétrolière vénézuélienne continue à diminuer jusqu'à n'atteindre que 1.100.000 barils par jour, le même niveau que pendant la décennie des années 40 du siècle dernier.

Que pensez-vous du Plan País qu'a annoncé Guaidó?

Une lecture du Plan País proposé par Guaidó permet à qui-conque de voir ses similitudes et l'approfondissement des mesures du paquet de Nicolás Maduro. Accroissement du paiement de la dette extérieure, une plus importante privatisation de Pdvs, davantage d'emploi précaire, plus de politiques d'endiguement social et davantage d'attaques aux travailleurs. Nous avons un plan économique alternatif qui commence par établir un salaire

qui assure le paiement des produits de consommation élémentaire, la récupération de la production dans le pays à travers une vraie réforme agraire et l'importation de médicaments et d'aliments d'urgence. Comment va-t-on financer cela? En interrompant le paiement d'une dette extérieure illégitime, en rapatriant les milliers de millions de dollars volés et échappés à l'étranger, en ayant une industrie pétrolière 100% de l'Etat, sans entreprises mixtes, et sous la gestion de ses techniciens et ouvriers, en encourageant une réforme tribu-

taire progressive et en éliminant les dépenses somptueuses et répressives de l'Etat.

Les membres de C-Cura nous luttons pour l'autonomie syndicale de l'actuel gouvernement et de n'importe quel autre gouvernement. Je mise sur l'indépendance politique des travailleurs et c'est pourquoi nous proposons et nous sommes en train de créer les membres du Parti Socialisme et Liberté (PSL) une alternative politique qui, dans la lutte des travailleurs, ouvre la perspective d'un gouvernement des travailleurs. □

Pourquoi cette catastrophe s'est-elle produite dans un pays producteur de pétrole?

— Miguel Sorans —

Dans le monde, il est frappant qu'un pays pétrolier riche comme le Venezuela, l'une des puissances de l'OPEP, ait atteint cette catastrophe économique et sociale, avec une hyperinflation, une pénurie d'approvisionnement, des salaires de 6 dollars, une pénurie de médicaments. Il y a ceux qui l'expliquent, essayant de justifier le chavisme dans son ensemble, y compris Nicolás Maduro, en disant que la cause principale a été la crise économique capitaliste mondiale et la chute du prix du baril de pétrole. Il y a aussi ceux qui disent que Chávez serait tombé dans l'erreur de ne pas avoir profité de la manne pétrolière pour sortir de sa dépendance presque totale à la production de pétrole, et pour diversifier l'économie en développant d'autres branches. His-



Une bonne partie de la richesse pétrolière est prise par les multinationales

toriquement, l'économie capitaliste du pays traîne la «déformation» que plus de 60 % de ce qu'elle consom-

me doit être importé, qu'il s'agisse de nourriture, de médicaments ou d'intrants industriels. Maduro a ex-

pliqué, pendant des années, que tout est dû à une «guerre économique» de «l'empire».

Nous ne sommes pas d'accord avec ce genre d'explications. Bien sûr, la crise capitaliste et la politique impérialiste d'ajustement agissent, pas seulement au Venezuela. Mais la cause principale de la débâcle économique et sociale actuelle est que, dès ses débuts, le gouvernement d'Hugo Chávez, puis poursuivi par celui de Maduro, a maintenu le Venezuela dans sa structure économique capitaliste, selon les accords avec les multinationales, en premier lieu ceux du pétrole. La chute du prix du pétrole ou la non-diversification de la production n'étaient pas le problème. Nous devons voir les faits.

La vérité sur le prix du pétrole

Premièrement, le prix du pétrole n'a pas chuté à un niveau qui ne permet pas aux pays producteurs de pétrole de réaliser des bénéfices. Ce n'est pas vrai qu'ils sont tombés à cause de la crise capitaliste, bien au contraire. L'aggravation de la crise capitaliste a commencé entre 2007 et 2008. Dans ces années-là, et sous le gouvernement de Chávez, le prix du baril était en moyenne d'environ 100 dollars. Quand il est arrivé au pouvoir, en 1999, le baril était à 16 dollars. En 2004, il avait doublé et en 2008, il a atteint 120 dollars. Il a baissé en 2009, mais s'est redressé depuis 2010. Entre 2011 et 2014, le prix moyen annuel se situait entre 84 et 103 dollars.

Entre 1999 et 2014, le Venezuela a reçu 980.589 millions de dollars pour les exportations de pétrole, soit plus de 50 milliards de dollars par an en moyenne¹. C'est un chiffre immense, qui soulève une question: où est-il cet afflux massif de millions et de millions de dollars ?

En ne changeant pas la struc-

ture capitaliste, Chávez ne l'a que partiellement canalisée au profit des travailleurs. Il y a eu quelques mesures telles que les soi-disant «missions», mais sans changements dans les salaires des travailleurs, ni améliorations substantielles dans l'éducation et la santé. Les cibles réelles et principales de la manne pétrolière étaient au nombre de trois. Premièrement, les multinationales pétrolières. En deuxième lieu, le paiement de la dette extérieure, et, en troisième lieu, le grand négocié, par le biais d'avantages et de subventions, dont la soi-disant «bolibourgeoisie» a profité, les nouveaux riches civils et militaires et aussi les anciens groupes patronaux qui ont fait des pactes avec le chavisme, comme le célèbre groupe Cisneros, après l'échec de 2002.

Une grande partie de la manne pétrolière est allée aux multinationales

Voilà le problème: il n'y avait pas de plan vers le socialisme, ni «XXIe siècle», ni rien d'autre. Son discours était une farce, une fraude, parce que Chávez n'a jamais rompu avec le capitalisme. C'est ainsi que Heinz Dieterich, l'intellectuel qui fut l'idéologue de Chávez, le définit clairement. Dans un rapport dans lequel Maduro est critiqué, il dit: «Il n'avait pas de nom pour ce projet et quand nous nous sommes rencontrés, il a vu que le «socialisme du XXIe siècle» pouvait différencier sa proposition de tout le reste sur le marché politique. Puis il l'adopte et conçoit un modèle qui fonctionne jusqu'en 2010 et qui est basé sur un baril de pétrole à 120 dollars et sur la coexistence avec la bourgeoisie. Ce modèle commence à craquer lorsque

l'économie mondiale change» (*La Nación*, Argentine, de BBC World, 31/01/2019).

Sans doute la crise du capitalisme et les oscillations du prix du pétrole existent et ont joué un rôle, mais ce n'est pas l'élément central. D'autres puissances comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Russie et le Qatar n'ont pas suivi la voie du Venezuela.

Et aujourd'hui, comme ces dernières années, il est en moyenne de 62 dollars le baril de pétrole. Compte tenu de l'histoire de l'industrie pétrolière, ce chiffre est encore très élevé.

La chose fondamentale et très correcte que Dieterich dit est que le projet était basé sur la «coexistence avec la bourgeoisie». Il faudrait qu'il précise que, concrètement, c'était avec les grandes multinationales.

Les chiffres montrent les pillages, le pacte de Chávez avec les multinationales, Chevron des États-Unis, le Total français, le Repsol espagnol, etc. Ce sont ces multinationales, avec les joint-ventures (associées à PDVSA) constituées par la loi depuis 2004, qui se taillent la part du lion dans les bénéfices de l'essor économique.

La dette extérieure et les négociations de la bolibourgeoisie

Deuxièmement, les paiements de la dette extérieure, qui ont été maintenus jusqu'à ce jour avec Maduro, malgré la faim et la misère du peuple vénézuélien, malgré le manque de nourriture et de médicaments. Un fait : entre 2013 et 2017, plus de 73 milliards de dollars ont été payés en dette extérieure, malgré les difficultés populaires.

Troisièmement, le chavisme a favorisé l'émergence de nouveaux riches, favorisant avec les groupes d'échange toutes sortes de négo-

ciations à travers la surfacturation et la sous-facturation dans le commerce extérieur. «Une autre partie a entamé des négociations et de la corruption, des achats d'armes et d'énormes contrats avec des entreprises de construction russes, chinoises et brésiliennes, Odebrecht et autres. (*¿Pourquoi le Chavisme a-t-il échoué?* page 129). On estime que «la fuite des capitaux entre 2003 et 2014 s'est élevée à plus de 295 milliards de dollars².

Au Venezuela il n'y a pas de socialisme, ni même d'anti-impérialisme. Le gouvernement de Maduro, déjà au pouvoir depuis cinq ans, face à la continuité de la crise capitaliste mondiale ne fait qu'appliquer pathé-

tiquement les recettes d'ajustement que les multinationales et les impérialistes recommandent à tous les pays du monde. Avec la particularité de l'échec vénézuélien. Afin de continuer à favoriser les multinationales et les affaires avec l'ancienne et la nouvelle bourgeoisie vénézuélienne, les hommes d'affaires, les militaires, etc., elle applique des dévaluations après dévaluations, afin de garantir leurs profits, portant les salaires des travailleurs à une moyenne de 6 dollars. Dans n'importe quel pays, une dévaluation de ce niveau catastrophique signifie une formidable plus-value, des grands profits pour les multinationales. Dans n'importe quelle partie du monde, le salaire

d'un travailleur du pétrole se situe entre 300 et 500 dollars. Au Venezuela, ils gagnent 6 dollars. Chevron, Total, Mitsubishi, Repsol et d'autres font des surprofits. Si cette situation de catastrophe sociale a été atteinte, c'est parce que le chavisme, avec le mensonge du faux socialisme, a maintenu et maintient aujourd'hui avec Maduro un capitalisme de plus en plus sauvage contre les travailleurs. Telle est la réalité. □

1. *Comment le Venezuela est passé de bénéfices pétroliers inattendus à une urgence économique.* Angel Bermúdez. 16/2/2016 <http://www.bbe.com/mundo/noticias/2016/02/160219>

2. Données de l'économiste Manuel Sutherland, en *Critique de la politique économique du "socialisme du XXIe siècle": appropriation privée de la rente pétrolière, politique d'importation et fuite des capitaux* - Université Autonome des Études Latino-Américaines du Mexique.

Bolsonaro: de mal en pis

Rosi Messias • Dirigeante de la CST
et membre de la direction du PSOL

Dès le début de son mandat il est possible de constater des disputes entre les divers secteurs du gouvernement, dans le noyau politique, militaire et économique, qui provoquent des discordes. Ceci peut-être constaté à travers les critiques contre les “déviation idéologiques” et le poids du noyau fondamentaliste/conservateur dans le gouvernement. Les secteurs industriels, laissés de côté, se plaignent de recevoir moins de bénéfices, et expliquent que les discours idéologiques peuvent perturber les relations commerciales avec des pays tels que la Chine, actuellement l’un des principaux destins des exportations des entreprises brésiliennes.

La corruption n’est pas étrangère au gouvernement de Bolsonaro. Le cas le plus grave est celui qui concerne le sénateur Flavio Bolsonaro, fils du président. Le sénateur a reçu divers transferts de la part de son conseiller Fabricio Queiroz,



Jair Bolsonaro, de mal en pis

qui est une sorte de percepteur de la famille Bolsonaro. Même l’épouse du président reçut de l’argent du compte de Queiroz. Toute l’affaire devient plus grave dans la mesure où la presse informa sur la relation

de Flavio Bolsonaro avec les milices parapolicières de Rio de Janeiro, les mêmes qui sont actuellement l’objet d’enquêtes de la part de la police à la suite de l’assassinat de la législatrice du PSOL, Marielle Franco. ■

Pourquoi Bolsonaro a-t-il gagné?

Rosi Messias

Cette question est celle que se pose l’ensemble de l’avant-garde brésilienne et mondiale. En général, les secteurs partisans de Lula mais aussi

certaines secteurs de la gauche, de même que la plupart des courants du PSOL parmi lesquels les partisans de Mandel et ceux qui ont rompu avec la LIT, comme bons courants qui viennent de l’ancien stalinisme, disent que nous subissons la conséquence d’une “onde conservatrice” qui a surgi pendant les journées de juin 2013 et qui provoquèrent “le coup d’Etat de 2016”, dont les successives phases produisirent une “onde fasciste” qui garantit la victoire électorale de Bolsonaro. C’est-à-dire, qu’ils s’opposent à la direction des partisans de Lula. Les membres de la CST nous avons

une vision différente, nous pensons qu’il existe une responsabilité centrale de la part des directions trahitres de la CUT et du PT.

Bolsonaro obtint des votes de travailleurs et de secteurs populaires

Jair Bolsonaro et son parti, le PSL, furent les grands vainqueurs de l’élection: ils gagnèrent dans presque toutes les régions du pays (excepté le nord-est), dans les plus importants centres urbains et dans les principales régions de travailleurs. La défaite du PT dans l’ABC de Saint Paul, le



Dilma et Lula ont gouverné avec Temer (dans la photo à gauche)

berceau où se fonda ce parti, est symbolique. Un vrai vote-sanction qui a pour origine l'indignation de millions de travailleurs vis à vis du PT, Lula et Dilma. Ces travailleurs répudièrent également dans les urnes les actuels partis de la droite traditionnelle, tels que le MDB et le PSDB.

L'aggravation de la crise économique frappa durement de grands secteurs de travailleurs et de la classe moyenne. La réduction des dépenses dans des secteurs de la santé, l'éducation, le transport et les logis frappent directement les secteurs les plus appauvris. La crise dans l'industrie se traduit par des millions de chômeurs. Le commerce a perdu des milliers de magasins et il y a des faillites en masse. Ceci se produisit en même temps que dans les journaux les gros titres au sujet de la corruption gagnaient de plus en plus d'espace, impliquant tous les partis et leurs principales personnalités. Ce contexte se traduit par un énorme rejet contre les partis du régime, particulièrement le PT, dont les principales personnalités finirent en prison. Bolsonaro apparut comme un sauveur de la patrie, avec un discours anti-PT et en promettant qu'il allait mettre fin à la corruption et le crime qui dévastait les périphéries. C'est ainsi qu'il inspira de la sympathie de la part des secteurs populaires qui en avaient assez de la négligence des gouvernements. D'autre part, cette situation de crise engendra un accroissement du nombre de fidèles des églises évangéliques, surtout les

néo-pentecôtistes qui jouèrent un rôle important dans la campagne de Bolsonaro. Il y eut également des votes de secteurs d'extrême droite, plus idéologiques.

Malheureusement, un secteur important et hétérogène de travailleurs et des secteurs populaires votèrent pour Bolsonaro. Ce vote, tout à fait erroné, reflète les confusions conjoncturelles d'une grande partie des travailleurs.

D'autre part, la gauche n'arriva pas à se présenter comme une alternative. Le PSOL, qui prit naissance lors d'un affrontement contre les premières mesures d'ajustement du gouvernement de Lula, continue en mêlé dans les politiques du PT, ce qui l'empêcha de se présenter avec une politique alternative face à la crise du régime et des partis de l'ordre.

Le recul est le fruit de la trahison politique de classe du PT

Lorsqu'il parvint à la présidence le PT décida de gouverner avec et pour le grand capital, ce qui constituait une trahison à sa base sociale. La cause la plus importante qui explique le désespoir des travailleurs et des secteurs populaires qui votèrent pour un projet ultra conservateur sont les erreurs des gouvernements du PT, dans le cadre de l'échec des gouvernements progressistes d'Amérique latine. Cette fausse gauche changea de tendance et gouverna contre le salaire et les droits des travailleurs, en utilisant des mécanismes de corrup-

tion, s'enrichissant et contribuant à la perception selon laquelle "ils sont tous égaux". Ainsi ils discréditèrent le nom de la gauche et du socialisme.

Deux appareils idéologiques du projet réactionnaire furent bénéficiés par la conciliation de classe du PT: les instances des églises néo-pentecôtistes et des Forces Armées. Pendant les gouvernements du PT les instances de ces églises s'associèrent et participèrent dans des ministères, devenant ainsi une force politique importante, diffusant une idéologie de droite. Tandis que les militaires commandaient des actions comme l'invasion à Haïti pendant la présidence de Lula et ne furent jamais remis en question au sujet des crimes pendant la dictature.

Pendant le soulèvement populaire de juin 2013, contre toutes les directions et pouvoirs le PT s'était placé sur le trottoir d'en face: il n'offrit que de la répression policière et la criminalisation des manifestants. Lorsqu'elle fut réélue Dilma promit une chose et en fit une autre. Elle supprima des droits sociaux, et la corruption dans la Petrobras resta à découvert.

Dilma a tenté de négocier avec la bourgeoisie, elle vota la Loi Antiterroriste et annonça la réforme des plans de retraite, mais sans base populaire, le PT cessa d'être utile à la classe dominante.

Malheureusement, la gauche majoritaire quidevait construire une alternative —la direction du PSOL et du MTST—préféra se rapprocher du PT et être axée sur la liberté de Lula. Ce vide que laissèrent le PT et les partis traditionnels, ne fut pas disputé par la gauche, ce que par contre fit Bolsonaro. Aujourd'hui, plus que jamais nous devons construire un front de gauche et socialiste qui surmonte la conciliation de classes, et en même temps nous encourageons et appuyons une plus grande unité d'action contre Bolsonaro. □

La crise ouverte en 2007 n'a pas été résolue

◀ José Castillo ▶



Des employés de l'État yankee protestant contre le recouvrement de leurs salaires en raison de la "fermeture" du gouvernement en janvier

La récession réapparaît avec toute sa puissance en Europe. Les chiffres se détériorent également en Amérique latine et la croissance chinoise ralentit considérablement. Les États-Unis, seule puissance à avoir des chiffres positifs, déclenchent de nouvelles alarmes. L'économie capitaliste-impérialiste est toujours incapable de sortir de la crise qui a éclaté il y a plus de 10 ans. La lutte, une fois de plus, c'est pour qui la paie : les capitalistes ou les travailleurs.

Début 2018, tous les rapports des grandes banques d'investissement et des médias financiers internationaux s'accordent à dire que «l'économie mondiale, enfin, va sortir de la crise ouverte en 2007». Rien n'était plus faux.

Un an plus tard, l'économie capitaliste mondiale montre une fois de plus la continuité persistante de la crise. Toutes les régions du monde (Europe, Asie, Amérique latine), à l'exception des États-Unis, sont de nouveau en récession : la croissance de la zone euro au dernier trimestre 2018 a été réduite à 0,2%. L'Italie est

«officiellement» entrée en récession. L'Allemagne a été à peine sauvée par quelques dixièmes d'une baisse technique dans cette catégorie et la Commission européenne a abaissé ses perspectives de croissance de 1,9 à 1,3 % pour 2019. La Banque d'Angleterre, pour sa part, prévoit pour la Grande-Bretagne une croissance de seulement 1,2 % pour 2019, le plus bas de la décennie, après une année 2018 de quasi-stagnation.

En Asie, on constate une réduction alarmante de la croissance de la Chine, dont le taux d'accroissement n'est que de 6 %. L'Amérique latine

est également en baisse. La sortie tant annoncée de la récession de l'économie brésilienne n'est pas telle. Et l'Argentine continue d'être plongée dans la récession la plus profonde.

La croissance économique des États-Unis, qui apparaît aujourd'hui comme la seule « locomotive » permettant à l'économie capitaliste impérialiste mondiale de ne pas entrer dans une nouvelle récession, présente des pieds d'argile et se maintient dans une bulle spéculative impressionnante avec le risque d'explosion à court terme (voir encadré).

Pourquoi la crise s'aggrave-t-elle ?

De nombreux analystes internationaux soutiennent que tout est le produit de la guerre commerciale qui s'est déclenchée entre les États-Unis et la Chine. Et de là, on prétend argumenter sur les luttes pour « l'hégémonie mondiale », pour le contrôle du commerce ou même pour « qui prend le contrôle des nouvelles technologies ». Ils soulignent que le leadership impérialiste américain serait contesté. Ce n'est pas le cas. Les États-Unis continuent d'être de loin la puissance impérialiste la plus puissante sur les plans économique, politique et militaire. Et la Chine, sans ignorer sa taille et l'énorme croissance économique qu'elle a connue au cours de la première décennie du XXI^e siècle (axée d'autre part sur une surexploitation de sa propre classe ouvrière) n'est rien de plus qu'une semi-colonie dans laquelle opèrent les plus importantes multinationales de la planète.

Cela n'implique pas de nier les frictions, produit de la crise capitaliste mondiale elle-même. Mais, comme le montrent les rencontres entre les États-Unis et la Chine, les menaces de sanctions commerciales vont et viennent, mais pour



l'instant les négociations prévalent : Trump a récemment annoncé que l'augmentation des tarifs sur les importations chinoises, qui devait entrer en vigueur en mars, a été reportée « sans date », en raison de « l'avance des conversations ».

Les allées et venues de Brexit ne sont pas non plus la cause principale de la crise en Europe. Au contraire, elles reflètent quelque chose de plus profond : l'échec des plans d'ajustement et de sauvetage des banques au cours des dix dernières années. En Grande-Bretagne, comme dans toute l'Europe en général, l'indignation des travailleurs face à un ajustement permanent, qui maintient des politiques de réduction des salaires, de flexibilisation et de perte de droits dans le seul but de maintenir les profits capitalistes, suscite des réactions, tout comme le vote en faveur de Brexit à l'époque, comme ce fut le cas lors du mouvement des « indignés » dans l'État espagnol ou actuellement, dans la mobilisation des gilets jaunes en France.

La réalité est que la crise capitaliste ouverte en 2007, et qui n'est pas encore finie jusqu'à présent, est

un chapitre d'une autre crise majeure : celle que le système capitaliste impérialiste a vécue pendant plus de 40 ans : une crise chronique et récurrente, avec des phases aiguës comme les chocs pétroliers de 1973 et 1979, la dette latino-américaine de 1982, le crash de Wall Street de 1987, ceux des années 1990 au Mexique (1994), en Asie du Sud-Est (1997), en Russie (1998) ou encore en Amérique latine, et un épice en Argentine (2001) pour ne citer que les plus connues. La crise déclenchée en 2007 a été la plus grande expression, et aussi la plus durable dans le temps, de tout ce processus. Parce qu'elle a commencé aux États-Unis, avec la chute des prêts hypothécaires à risque, mais s'est rapidement étendue à l'Europe, puis à toute la planète. Nous ne sommes pas sortis de cette crise, malgré des visions impressionnistes qui veulent nous convaincre du contraire sur la base d'une année de faible croissance dans certains pays.

L'origine de tout cela est dans la chute du taux de profit des branches productives les plus importantes de l'économie mondiale. Selon les données de l'économiste marxiste

Michael Roberts («It'salldowntothe FAANGS», Michael Roberts Blog, 18/2/2019), le taux de rendement du capital physique est systématiquement resté inférieur aux valeurs des années 1960 pendant les 40 dernières années. La politique de l'impérialisme depuis le début des années 1980, était d'essayer de recomposer le taux de profit global en augmentant la super-exploitation des travailleurs et le pillage des ressources des pays semi-coloniaux. Cependant, bien que, dans plusieurs parties du monde, cela lui ait permis d'augmenter la masse de plus-value, la résistance des travailleurs aux plans d'ajustement l'a empêchée d'atteindre le niveau de surexploitation dont elle avait besoin pour recomposer le taux de profit. Elle ne l'a fait qu'en Chine après le massacre de Tian'anmen, ce qui explique précisément la manière dont la restauration capitaliste et la croissance économique dans ce pays ont pris forme.

Les augmentations de la rentabilité des grandes entreprises et des banques au cours de toutes ces décennies ont été axées sur des profits fictifs, sur d'énormes bulles spéculatives, profitant des transactions

immobilières, des hausses ou baisses violentes du pétrole, des minéraux ou du soja, des marchés boursiers gonflés ou des spéculations sur les devises. Qui, dans tous les cas, ont fini par exploser, provoquant des ondes de choc de plus en plus grandes et expansives. L'impérialisme, les organisations financières internationales et les banques centrales ont ensuite procédé au sauvetage du capital, déchargeant la crise sur les travailleurs. Seulement pour qu'ensuite le cycle reprenne le chemin d'une nouvelle explosion.

Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent

Les plans d'ajustement alimentent la colère et la résistance des travailleurs, alimentant une forte polarisation sociale. La crise laisse systématiquement des gagnants et des perdants. Les milliards de dollars mis de côté pour sauver les banquiers et les multinationales continuent d'alimenter le fossé d'un capitalisme impérialiste qui crée chaque année de nouveaux milliardaires tout en plongeant des milliards dans l'extrême pauvreté. Un nouveau rapport de l'ONG

britannique Oxfam (oxfam.org, 18/1/2019) révèle que la fortune des milliardaires (ainsi appelés parce qu'ils ont plus d'un milliard de dollars de richesse) a augmenté de 12 % l'année dernière, à une vitesse de 2,5 milliards de dollars par jour, tandis que la richesse de la moitié la plus pauvre de la population mondiale, soit 3,8 milliards de personnes, a diminué de 11 %.

La poursuite de la crise et la résistance des travailleurs posent d'énormes défis aux socialistes révolutionnaires. En soutenant sans condition toutes les luttes contre les plans d'ajustement et de surexploitation, nous devons postuler un programme alternatif, d'urgence, ouvrier et populaire qui commence par ne pas payer les dettes extérieures astronomiques, exproprier les grandes multinationales, nationaliser les ressources qui sont aujourd'hui utilisées pour le pillage et les mettre sous la direction des travailleurs eux-mêmes, nationaliser les banques et le commerce extérieur, bref mettre un terme à l'impérialisme, imposer les gouvernements ouvriers sur la voie du socialisme. □



Les manifestants algériens manifestent pour le troisième vendredi consécutif à Alger, le 8 mars 2019, en Algérie

Algérie: Bouteflika est tombé!

La semaine dernière, Abdelaziz Bouteflika, le président dictatorial d'Algérie, a démissionné sous la pression directe du chef de l'armée Ahmed Gaidalah, qui fut pendant quinze ans son fidèle chien de garde. La raison de ce brusque changement est l'énorme mobilisation qui, depuis le 22 février, a fait descendre dans la rue des millions d'Algériens, vendredi après vendredi, contre la cinquième réélection de Bouteflika et en exigeant que son régime disparaisse.

◀ Miguel Lamas ▶

Bouteflika régnait depuis 1999. Depuis cinq ans, lorsqu'il a souffert de paralysie cérébrale, il n'a pas comparu ou parlé en public. Le mardi 2 avril, il était à la télévision dans son fauteuil roulant, pour remettre, en tremblant et sans un mot, sa démission écrite. Une révolution est née en Algérie. Le nombre et la combativité des mobilisations, après six semaines, ont augmenté. D'abord,

les jeunes se sont mobilisés sans presque aucune organisation. Après se sont incorporés des syndicats qui ont dépassé nettement la direction syndicale de l'UGTA, qui a soutenu le gouvernement.

Printemps arabe en Algérie

C'est une répétition de ce nous avons vécu en 2011 dans d'autres pays arabes (la Tunisie, l'Égypte,

la Libye, la Syrie, le Yémen) avec les anciens régimes des mouvements qui ont mené la lutte pour l'indépendance. En perpétuant le système capitaliste, ils sont devenus les serviteurs des transnationales à travers une énorme corruption de leur classe dirigeante et la répression du peuple.

Le Front de libération nationale (FLN) est le parti dominant qui a

mené la guerre de l'indépendance algérienne. Aujourd'hui, elle est à la tête d'une bourgeoisie rentière parasitaire, alliée aux multinationales qui profitent des richesses pétrolières et gazières. Le peuple les appelle «l'oligarchie financière». Cette oligarchie comprend le haut commandement militaire et c'est elle qui a soutenu Bouteflika. Le président français Macron soutient aujourd'hui le régime. L'autre facette de cette déprédation est une jeunesse sans avenir, avec un taux de chômage supérieur à 30 % et qui tente de quitter le pays dans les «pateras», les bateaux dangereux qui traversent la Méditerranée vers l'Espagne.

Abdelkader Bensalah, Président de la Chambre haute du Parlement, prendra la présidence par intérim. Il serait responsable pour une période de 90 jours pendant le déclenchement des élections.

Mais la démission de Bouteflika n'a pas calmé les manifestations. Des centaines de milliers d'Algériens sont à nouveau descendus dans la rue pour le septième vendredi consécutif. Les manifestants expriment leur rejet du régime, de sa corruption et de sa soumission à

Des milliers d'étudiants, de médecins et de fonctionnaires organisent une manifestation devant la place de la Poste centrale à Alger, en Algérie, le 19 mars 2019



l'impérialisme, ils exigent justice sociale, démocratie, liberté et égalité.

Vive la rébellion du peuple algérien!

Depuis l'Unité Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (UIT-QI) nous saluons la lutte et le premier triomphe du peuple algérien en obtenant la démission de Bouteflika. Mais la lutte n'est pas terminée, car les généraux corrompus continuent de régner. Nous soutenons pleinement leur lutte et leurs revendications démocratiques

et sociales. Nous appelons à la solidarité internationale pour que la mobilisation populaire triomphe. Il est nécessaire d'organiser la grève générale pour la pleine liberté, pour des élections libres et démocratiques avec la pleine liberté de former des partis et de nouveaux syndicats de travailleurs pour continuer la lutte pour mettre fin au régime de l'oligarchie corrompue et à la domination des multinationales, afin que l'énorme richesse naturelle du pays soit au service de la classe ouvrière et du peuple. □

L'Algérie, ancienne colonie française

L'Algérie est un pays arabe de 41 millions d'habitants, situé en Afrique du Nord. Son économie est fortement dépendante des exportations de gaz et de pétrole vers l'Europe. C'était une colonie de la France, dont elle a été libérée après une guerre sanglante dans les années 1950 et une partie des années 1960. La direction politique de la lutte d'indépendance était le Front de libération nationale (FLN).

Après l'indépendance en 1962, un coup d'État en 1965 a renversé Ahmed Ben Bella, son premier dirigeant et président, et a ouvert une voie vers la droite pro-capitaliste qui a culminé dans les années 1990

en transformant le FLN en un instrument de corruption directe, avec une nouvelle bourgeoisie rentière parasite des compagnies pétrolières impérialistes.

En 1991, le FLN a perdu les élections et une alliance islamique, le Front islamique du salut (FIS), a gagné. Le régime n'a pas accepté les résultats électoraux et cela a déclenché une guerre civile sanglante avec plus de 100.000 morts. L'armée a écrasé le mouvement islamiste et consolidé une dictature militaire, avec des élections et des partis qui étaient soumis au régime. Bouteflika a gouverné depuis 1999.

M. L.



Des professeurs d'université et des enseignants participent à une manifestation pour réclamer des salaires plus élevés à Tunis, en Tunisie, le 19 décembre 2018.

Tunisie: huit ans après la révolution, la crise politique et économique s'aggrave

Il y a huit ans, les travailleurs tunisiens se sont révoltés et ont renversé le régime dictatorial tricennal par des revendications démocratiques et économiques. Par ailleurs, cette révolte a marqué le début du processus révolutionnaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dont les effets persistent toujours dans toute la région.

◀ **Görkem Duru** ▶

Suite à la construction d'un système bourgeois et semi-parlementariste, la Tunisie est devenue relativement l'exemple le plus progressiste du processus révolutionnaire. Les partis politiques du patronat ont, d'une

part, introduit des améliorations partielles concernant les libertés démocratiques des masses en coopération avec l'impérialisme afin de maintenir l'ordre établi, d'autre part ils ont essayé de garantir la continuité du

système économique fondé sur la dépendance économique du pays vis-à-vis de l'extérieur, la corruption et l'exploitation. Quant à la plupart des socialistes tunisiens, notamment le Front Populaire, a tourné le dos aux

Des manifestations massives dans les rues de Tunisie avec des drapeaux et des affiches montrant la caricature du visage de la présidente du Fonds monétaire international, Chirstine Lagarde



revendications des masses de transformation économique et sociale, en suivant la conception de révolution par étapes et la devise « construisons d'abord l'ordre démocratique, nous réaliserons la transformation économique avec le temps ».

Tout cela est venu s'ajouter à la politique d'endettement extérieur et de privatisation. Cette situation a conduit l'économie du pays dans l'impasse et a provoqué la mobilisation périodique des masses qui ont perdu tout espoir face aux partis politiques et socialistes réformistes du système. En bref, la Tunisie où sept gouvernements ont été formés en huit ans, se trouve maintenant dans une situation d'instabilité profonde au plan économique et social.

Désastre économique

En concluant un accord de quatre ans d'un montant de 2,6 milliards de dollars avec le FMI, le gouvernement d'union nationale formé en vertu de « l'accord de Carthage » [signé en 2016 entre les directions des deux plus grands partis politiques bourgeois du pays, Nidaa Tounes laïc libéral et Ennahdha des Frères musulmans de Tunisie, et

avec le soutien de plusieurs autres partis politiques du système, de l'organisation patronale (UTICA) et de l'UGTT] a montré qu'il fera payer aux travailleurs le prix de la décadence économique et la dette extérieure. En complément de cet accord, la déclaration du gouvernement annonçant une réduction du budget a provoqué de nombreuses mobilisations et a approfondi le clivage à l'intérieur même du gouvernement.

Dans le pays où le taux de chômage officiel a atteint les 17-18 %, le pouvoir d'achat des travailleurs a considérablement chuté à cause de la dépréciation du dinar tunisien et de l'inflation qui ne cesse de grimper. D'autre part, la dette a augmenté de 70-75 % depuis le début de la Révolution de 2011. Dans ce contexte, la politique du gouvernement (réduction des dépenses publiques, suspension des augmentations de salaires, augmentation des impôts et privatisation des entreprises publiques dont la dette s'élève à 3 milliards de dollars) a préparé la mobilisation des travailleurs tunisiens qui refusent de payer le prix de la crise économique.

Le plan de réduction des dépenses publiques, pilier principal des objectifs économiques, a suscité un conflit qui oppose le gouvernement d'union nationale et l'UGTT qui, malgré le fait que la plupart de ses membres travaillent dans le secteur public, soutient ce dernier. La bureaucratie syndicale qui s'est sentie obligée d'agir face à la pression venant de sa base, a organisé deux grèves massives dans le secteur public pour une hausse des salaires, l'une en novembre 2018 et l'autre en janvier 2019. La haute participation aux grèves et la résistance des travailleurs du secteur public ont forcé le gouvernement à s'asseoir à la table des négociations et conclure un accord avec la bureaucratie syndicale. L'UGTT a signé un accord sur une augmentation des salaires inférieure au chiffre demandé par les travailleurs, et la troisième grève, prévue pour février 2019, a finalement été annulée.

Intérêts politiques

D'autre part, la crise économique, les négociations budgétaires, l'instabilité politique a créé une fracture au sein même du gouvernement d'union nationale. Naturellement,

les élections législatives et présidentielles prévues pour la fin de l'année de 2019 seront décisives à cet égard. Le conflit entre Beji Caid Es-sebsi, fondateur de Nidaa Tounes et président du pays, et Youssef Chahed, autre membre de Nidaa Tounes et premier ministre, concernant l'avenir de l'alliance politique établie avec Ennahda, a abouti à la démission de Youssef Chahed et ses partisans du parti et à la fondation d'un nouveau parti politique baptisé « Vive la Tunisie ». En outre, Beji Caid Es-Sebsi et Nidaa Tounes ont annoncé la fin de l'alliance avec Ennahda. Nidaa Tounes, qui a obtenu la majorité des sièges au parlement lors des élections législatives de 2014, avait perdu sa majorité en faveur d'Ennahda à cause des ruptures au sein du parti dans les quatre dernières années. Suite à cette dernière rupture, Nidaa Tounes est devenu le troisième parti du parlement en termes d'élus.

Il faut analyser cette querelle entre les partis bourgeois mentionnés et les autres partis du système qui soutiennent le gouvernement d'unité nationale, en tenant compte de la lutte de pouvoir en voie des élections de 2019 et de la concurrence entre les différents groupes d'intérêts pour obtenir une plus grande part du gâteau. Après tout, tous ces partis politiques, depuis 2011, visaient à arrêter la révolution à l'étape démocratique et à construire un système bourgeois, démocratique et néolibéral. Également, ils agissent en tant que gouvernement d'unité nationale dans un consensus programmatique pour faire payer aux travailleurs le

prix de la destruction économique, de la corruption et de la dette.

La politique indépendante de la classe ouvrière

Une révolution qui a renversé une dictature tricennale à cause de la corruption, la pauvreté et des conditions de vie précaires... Plusieurs révoltes pour les droits économiques et sociaux dans les huit dernières années... Bien que les travailleurs tunisiens se sont mobilisés contre les effets du désastre économique, créé par le système néolibéral et capitaliste, sur leur vie quotidienne; ils n'ont toujours pas de direction qui pourrait satisfaire aux revendications des masses et constituer une alternative au pouvoir avec une perspective d'une rupture avec le capitalisme.

Les mots d'ordre récents des travailleurs contre les coupures budgétaires étaient ainsi: « Annulez l'accord avec le FMI », « La Tunisie n'est pas à vendre », « La dette n'est pas la nôtre, non au remboursement de la dette », « Non à la recolonisation de la Tunisie » et « gouvernement, dégage ».

L'UGTT, qui occupe historiquement une position cruciale dans la politique du pays, a instrumentalisé les deux grèves générales pour négocier avec le gouvernement et a déclaré qu'il transmettrait un message clair au gouvernement au cours des élections de 2019. Quant au Front Populaire, l'organisation parapluie d'une partie considérable des socialistes tunisiens qui a trahi les mobilisations de masse depuis

2011, y compris la Révolution, à plusieurs reprises en raison de son programme réformiste, a déclaré qu'il demanderait des comptes au gouvernement au cours des élections législatives de 2019.

Les directions des partis traditionnels des socialistes tunisiens, desquels le programme n'est pas à la hauteur des revendications des travailleurs et qui, depuis le début de l'insurrection révolutionnaire, constituent un obstacle à la lutte pour une transformation économique et sociale, ont une fois de plus révélé leur caractère réformiste. Les élections législatives sont évidemment importantes en tant que projection de la lutte des classes. Mais ce qui est plus important, c'est de prendre sa place dans les rangs des masses et de constituer une alternative au pouvoir avec un programme incluant les revendications démocratiques, économiques et sociales de la classe ouvrière et de tous les opprimés pour rompre avec le capitalisme.

Les conditions de cette alternative au pouvoir avec une perspective d'un gouvernement ouvrier et populaire sont les suivantes: l'annulation de tous les accords avec le FMI et du paiement de la dette, l'expropriation sans indemnité et sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises publiques déjà privatisées, l'expropriation de toutes les banques et fondation d'une banque centrale unique, la création d'un programme de lutte et celui d'action commune avec l'objectif de la planification centrale de l'économie. □



Manifestations à Khartoum, Soudan, décembre 2018.

Soulèvement populaire au Soudan

Atakan Çiftçi • Görkem Duru

Dirigeants du Parti pour la Démocratie Ouvrière (Turquie)

Au Soudan, un pays d'Afrique du Nord, un soulèvement populaire de masse a lieu depuis le 19 décembre. Par rapport aux conditions qui l'ont produit, à ses revendications et à ses méthodes de lutte, la mobilisation de masse ressemble à la vague révolutionnaire qui a ouvert la voie aux mobilisations dans presque tous les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient en 2011.

Les subventions pour le pain, le blé et l'électricité ont été supprimées par des politiques capitalistes dans un pays où près de la moitié de la population (20 millions de personnes) vit sous le seuil de pauvreté. À cela s'ajoute la baisse du pouvoir d'achat des salaires due à la hausse de l'inflation. Tout cela a conduit les masses à s'élever contre ces conditions économiques. Commençant par des revendications économiques centrales, le soulèvement s'est rapidement étendu à plusieurs villes du pays, en raison

de la mobilisation spontanée des masses.

La dictature oppressive et génocide d'Omar el-Bechir, au pouvoir depuis 30 ans, a tenté de repousser les masses en déclarant l'état d'urgence et en répondant aux mobilisations par la violence militaire et policière. Malgré plus de 60 morts et 2.000 personnes détenues en deux mois, selon les organisations de défense des droits humains, le gouvernement n'a pas atteint son objectif. Les mobilisations en cours dans de nombreuses villes du

Soudan sont contre le régime. Les slogans des masses sont : «Liberté, paix et justice» et «Le peuple a choisi la révolution», ainsi que le slogan populaire de la révolution en Afrique du Nord et au Moyen-Orient: «Le peuple veut la chute du régime».

Le régime d'Omar el-Bechir: un dictateur génocide

Le régime d'Omar el-Bechir doit sa survie de 30 ans à ses tentatives de légitimer son pouvoir oppressif et corrompu en créant des conflits en utilisant les différences ethniques et religieuses. Ces politiques répressives se sont soldées par un génocide, le Soudan étant divisé en deux États (Nord et Sud-Soudan) et criminalisant l'opposition politique. Son génocide contre le Sud-Soudan et le Darfour (zone frontalière à l'ouest du pays) a fait plus d'un million de morts. De plus, Omar el-Bechir a mis son expérience de la guerre civile au service des seigneurs de la guerre dans la région. Les milices, qui ont joué un rôle dans les massacres au Soudan, ont également servi de mercenaires dans la guerre civile au Yémen.

Omar el-Bechir a été reconnu coupable de génocide au Darfour par la Cour pénale internationale. Cependant, ayant prouvé à l'époque qu'il était un gardien loyal de l'impérialisme dans la région, il a réussi à rétablir ses relations avec les puissances impérialistes. Il a reçu le soutien des États-Unis et du dirigeant du Sud-Soudan, Salva Kiir, lorsque le soulèvement a commencé.

Le Parti National Oumma, le parti bourgeois qui est l'opposition islamique à Omar el-Bechir, a essayé de contrôler la mobilisation, mais a échoué parce qu'il n'avait pas la confiance des travailleurs.

Grèves et mobilisations

Bien que la mobilisation ait commencé spontanément, le fait

qu'elle se soit étendue à une grande partie du pays et qu'elle ait reçu une réponse violente de la part du régime a incité à agir les syndicats indépendants. Le Comité des médecins soudanais, le Syndicat des journalistes indépendants et le Comité central des pharmaciens soudanais sont descendus dans la rue pour annoncer une grève, tandis que l'Association des professionnels du Soudan a joué un rôle important dans l'organisation des manifestations. La gauche soudanaise et l'Union des femmes soudanaises, ainsi que d'autres groupes féministes, ont également participé au soulèvement. Le régime d'Omar el-Bechir a tenté d'éliminer les dirigeants du soulèvement populaire en arrêtant de nombreux dirigeants syndicaux, féministes et socialistes.

Les pays de la région, bien qu'ayant des intérêts régionaux différents, ont soutenu le régime d'Omar el-Bechir, avec l'intention centrale de détourner ou de supprimer les mobilisations révolutionnaires qui ont marqué la lutte des classes en Afrique du Nord et au Moyen Orient depuis 2011. Après le début du soulèvement dans son pays, Omar el-Bechir a rendu visite au dictateur Bachar el-Assad à Damas, puis au Qatar et en Égypte. Israël, la Turquie, l'Égypte et l'Arabie saoudite, parmi les principaux pays de la contre-révolution, ont également soutenu le dictateur.

Le régime d'Omar el-Bechir tente de repousser les masses, en promettant la libération d'une partie importante des personnes arrêtées lors des mobilisations. Cependant, les travailleurs ne quittent pas la rue. Conscient de cette situation, le dernier geste d'Omar el-Bechir a été de déclarer qu'il prolongerait l'état d'urgence pour un an et dissoudrait le gouvernement. Ce mouvement du dictateur montre qu'il n'hésitera pas à multiplier les mesures répressives pour réprimer

les mobilisations. L'impérialisme et les gouvernements réactionnaires et contre-révolutionnaires de la région s'alignent sur le régime, sachant que cette insurrection au Soudan est une extension des mobilisations révolutionnaires de 2011. L'opposition bourgeoise soudanaise, quant à elle, maintient son attitude hésitante et n'a pas défini une position claire.

Solidarité internationale avec les mobilisations du peuple soudanais

La principale raison pour laquelle le soulèvement massif au Soudan dure depuis deux mois est l'effondrement économique qui a rassemblé de nombreux secteurs opprimés sur le terrain de la lutte commune. Dans le passé, les rébellions régionales contre les conditions de vie se sont développées dans les zones rurales, où le pays investit historiquement moins. Cependant, les conditions actuelles unissent les travailleurs des zones rurales à ceux des villes.

Le facteur central qui déterminera l'orientation de la lutte des travailleurs pour les revendications économiques et démocratiques est de créer une alternative de direction politique autour d'un programme de lutte pour nos revendications et une issue ouvrière et socialiste. Les internationalistes révolutionnaires doivent être solidaires de la rébellion du peuple soudanais. Dans ce cadre, la principale priorité est de lancer une campagne de solidarité internationale en exigeant la libération immédiate des militants arrêtés. L'Unité Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale soutient sans condition la mobilisation révolutionnaire des travailleurs soudanais contre le régime d'Omar el-Bechir pour le «pain et la liberté» et appelle la gauche mondiale à s'unir dans une campagne de solidarité avec le peuple soudanais. □



Mobilisation à Paris

Les gilets jaunes en France: une situation sans précédent

La direction du MCI-UIT-QI

Depuis plus de trois mois, la mobilisation des Gilets Jaunes, en France, correspond à un mouvement social d'une nature et d'une ampleur inédite: il se fait en dehors des organisations politiques et syndicales, et il ébranle l'appareil d'État.

Le gouvernement est affaibli et il répond par la mise en place d'une véritable dictature constitutionnelle, avec restriction des libertés publiques, individuelles et une répression très dure. Près de 4000 personnes ont été jugées et des centaines ont

été gravement blessées par la police.

Les Gilets Jaunes sont l'expression sur le terrain de la lutte des classes d'une crise sociale profonde et d'un rejet des politiques capitalistes, à l'échelle nationale et de l'Union Européenne. Cela est train de transformer une crise politique qui dure depuis plusieurs années en réelle crise de régime. Par leur mobilisation, les travailleurs et les jeunes sont en train de créer les conditions pour ouvrir une issue politique répondant à leurs aspirations. Pour répondre correctement

aux défis posés par cette situation inédite, il faut en comprendre les causes profondes, et identifier les obstacles qui se dressent sur les chemins de cette mobilisation.

Qu'est-ce que le mouvement des Gilets Jaunes ?

Le mouvement des Gilets Jaunes trouve ces origines dans une crise politique et sociale profondes. En 2017, les deux partis bourgeois qui se succèdent au pouvoir depuis plus de 40 ans, ont été durement sanctionnés par les électeurs. Le

Parti Socialiste, qui est parti totalement bourgeoise, a été laminé. Il n'a obtenu que 5 % des inscrits. Il a ainsi payé ses trahisons vis-à-vis des travailleurs et des jeunes.

C'est dans ce contexte de rejet des institutions que E. Macron a pu effectuer son « hold-up » électoral et être élu président de la République avec moins de 18 % des inscrits. Cela signifie que E. Macron, malgré le chantage exercé pour faire barrage à M. Le Pen, a bénéficié, dès le début, d'une base électorale trop réduite pour mettre en place ses contre-réformes.

Une grande partie des travailleurs se sont abstenus, venant ainsi confirmer une tendance qui s'alourdit depuis plusieurs années, et plus particulièrement depuis le non-respect du rejet du traité européen en 2005. C'est d'ailleurs un élément qui a été explicitement affirmé par de nombreux Gilets Jaunes qui revendiquent une abstention politique active. Nous, MCI, nous situons dans cette logique, puisque nous avons été parmi les initiateurs, en mars 2017, du Premier tour social et nous avons appelé à l'abstention active et à la grève générale contre Macron.

Cet appel correspondait à la situation sociale du pays. En effet, depuis plusieurs années, la France connaît un processus profond et durable d'aiguïsement de la lutte des classes. De très larges secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse résistent à la mise en place des contre-réformes contre le droit du travail, visant à détruire les services publics, etc. Et s'opposent à l'UE.

Le mouvement des Gilets Jaunes est, à la base, une mobilisation sur la question du rejet de la hausse d'une taxe sur le gasoil. Très vite cela s'est transformé en mouvement social d'ampleur puis en crise politique majeure. Le mot d'ordre

qui s'est imposé massivement a été celui de « Macron démission ! ».

La question qui se pose aux travailleurs est celle de l'issue politique. Comment arriver à faire aboutir leurs justes revendications ? Pour cela il faut identifier et lever les obstacles qui se dressent devant la mobilisation des masses.

Quels sont les obstacles ?

Face à l'approfondissement de la crise du capitalisme et ses conséquences, les travailleurs et les jeunes de France se sont mobilisés pour s'opposer aux contre-réformes mises en place par les gouvernements de droite et de « gauche ». Au cours des dernières années, la question de la grève générale, celle qui pose la question du pouvoir, a été posée à plusieurs reprises : en 2003, 2008, 2010 à propos des retraites, en 2006 contre la précarisation de la jeunesse, en 2016 contre la remise en cause de la législation du travail. Depuis cette date, ce puissant mouvement s'est enraciné. Chaque jour, il y a des dizaines de grèves, qui ne sont pas unifiées uniquement en raison de la politique de trahison des directions syndicales et politiques. Dans ce pays, il y a une aspiration à la grève générale.

À chaque fois, les directions bureaucratiques nationales mettent toutes leurs forces pour empêcher la réalisation de la grève générale alors que les conditions sont réunies. Dans le cadre du mouvement des Gilets Jaunes, la bureaucratie a commencé par le rejeter en disant qu'il s'agissait d'un mouvement dirigé par l'extrême-droite puis a essayé de le récupérer pour mieux l'étouffer.

Mais finalement, c'est un mouvement de débordement de ces bureaucraties auquel on a assisté. Le 5 février, les directions syndica-

les ont été contraintes d'appeler à une journée nationale de grève qui a rassemblé plus de 300 000 personnes. À la base, de nombreuses sections syndicales avaient déjà fait la jonction avec les Gilets Jaunes, contre l'avis de la direction nationale.

Sur la clarté des intentions de la bureaucratie mentionnons que le secrétaire-général de la CGT a déclaré qu'il ne suffisait pas d'appuyer sur un bouton pour réaliser la grève générale : visiblement il y en a un pour ne pas la réaliser. Cela montre qu'il y a eu un saut qualitatif dans l'intégration des syndicats : en effet, pendant que les travailleurs se mobilisent contre les contre-réformes du gouvernement, les directions négocient la régression sociale. C'est une politique de collaboration de classe.

La bureaucratie syndicale est imbriquée avec des forces politiques bourgeoises – les ruines de la sociale-démocratie – ou contre-révolutionnaires – les héritiers du stalinisme. Le problème ne se situe pas simplement à ce niveau. La nature de la bureaucratie devrait être le constat dressé par les forces se réclamant du trotskysme dans ce pays et devrait être le point de départ pour l'élaboration d'une politique d'indépendance de classe et de mobilisation des travailleurs. Or les principales forces de l'extrême-gauche française sont totalement institutionnalisées.

À cet égard, le cas du NPA est particulièrement significatif. Cette organisation qui a liquidé tout l'héritage du marxisme révolutionnaire et de la 4e Internationale, considère le trotskysme comme une simple référence intellectuelle. Cette rupture avec les principes du marxisme révolutionnaire a une implication très concrète.

Lors des élections de 2017, le NPA a refusé d'appeler à

Les manifestants, qui faisaient partie d'un mouvement populaire appelé «gilet jaune», ont provoqué des blocages sur les autoroutes et bloqué des carrefours giratoires.



l'abstention, se situant ainsi du côté des forces bourgeoises. Lorsque le mouvement des Gilets Jaunes a éclaté, le NPA, par la voix de son porte-parole, P. Poutou, a refusé de soutenir le mot d'ordre « Macron démission ! » parce cela « risquait d'ouvrir les portes du pouvoir à quelqu'un qui serait contraire aux intérêts des travailleurs ! » Cela parce que le NPA considère, comme les autres partis institutionnels que les Gilets Jaunes, et d'une manière générale les travailleurs, sont racistes et sexistes. On voit là les dégâts des théories petites-bourgeoises, telle l'intersectionnalité qui a remplacé la lutte des classes. P. Poutou, encore lui, est ouvrier dans une usine automobile de la région bordelaise (Ford à Blanquefort) qui emploie 860

ouvriers : cette usine doit fermer. Ses propositions se situent sur le terrain de la bonne gestion du capitalisme : en effet, il faut trouver un bon repreneur privé, mais en aucun cas il ne s'agit de contrôle ouvrier sur la production et d'ouverture des livres de comptes.

Le NPA n'est pas seulement une organisation inutile : c'est une organisation révisionniste, qui n'a plus rien à voir avec le mouvement ouvrier et encore moins avec le marxisme révolutionnaire. C'est à cause de la politique menée par le NPA que nos opposants politiques disqualifient ce qu'ils considèrent être du trotskysme. Le NPA constitue un obstacle sur la voie de la mobilisation des travailleurs et des jeunes, obstacle qui doit être levé.

Quelle issue politique?

Le mouvement des Gilets Jaunes a ébranlé le pouvoir et a ouvert une situation inédite dans le pays, porteuse de grandes possibilités. Elle a aussi démasqué les organisations politiques et syndicales, qui dans la pratique, se battent pour la sauvegarde des institutions et du mode de production capitaliste. Les militants marxistes révolutionnaires doivent intervenir dans le sens de l'indépendance de classe et de la mobilisation des travailleurs et des jeunes. Les mots d'ordre de grève générale et de « Macron démission ! » permettent de mobiliser dans cette direction. Le devoir des marxistes révolutionnaires c'est d'être aux côtés des masses et de veiller à faire avancer ces mots d'ordre. C'est ce que le MCI s'attache à faire. □

CATALOGNE



Non au procès des indépendantistes catalans!

Libérez les prisonniers politiques!

Pour l'autodétermination de la Catalogne!

Pour un plan de mobilisations aboutissant à une autre grève générale!

À bas la monarchie et le régime de 1978!